Bref compte rendu de la manifestation du 27 novembre 2024

devant le Parlement Européen pour la protection du peuple palestinien

Plus de 600 personnes venues de Strasbourg, de France, mais aussi de Belgique, d'Allemagne, du Luxembourg, des Pays-Bas, de Suisse, … Politiques, associations ou simples citoyens, tous se sont retrouvés pour briser le mur du silence et défendre le droit des Palestiniens !

Parmi eux, bien sûr, des membres du MRAP de Strasbourg et d'ailleurs.

De nombreux élus strasbourgeois étaient présents :

Emmanuel Fernandes, député LFI (2ème circonscription), Véronique Bertholle adjointe à la maire de Strasbourg en charge des relations transfrontalières, européennes et internationales et des institutions européennes et qui a pris la parole au nom de la ville de Strasbourg, Abdelkarim Ramdane, adjoint à la maire de Strasbourg, conseiller de l'Eurométropole (Les Écologistes), Carole Zielinski, adjointe à la maire de Strasbourg, conseillère de l'Eurométropole, Hulliya Turan adjointe à la Maire de Strasbourg, conseillère de l'Eurométropole (PCF), Antoine Splet conseiller de la commune de Schiltigheim et de l'Eurométropole (PCF), Ludivine Quintallet, Conseillère départementale à la CeA (Les Écologistes).

Depuis plus d'un an le peuple palestinien fait face à un génocide en cours à Gaza, à l'accélération du nettoyage ethnique et de la colonisation et à une répression sans précédent par l'État d'Israël.
Ce peuple courageux y fait face sans aucune protection, dans l'indifférence d'une grande partie de la communauté internationale et dans un silence assourdissant.
L'Union européenne doit prendre ses responsabilités et assurer la protection du peuple palestinien !
- l'Arrêt immédiat de l'agression du peuple palestinien avec un Cessez-le-feu immédiat et la fin de la colonisation, de l'occupation et de l'apartheid.
- la Fin de l'impunité d'Israël : des sanctions prises maintenant et la suspension de l'accord d'association.
- le Droit à l'autodétermination du peuple palestinien : avec la reconnaissance de l'État de Palestine.

C'est ce que la présidente de l'AFPS Anne Tuaillon, d'autres personnalités et certains députés européens sont venus réclamer haut et fort aujourd'hui au micro !

Parmi eux, **Rima Hassan** (LFI), très applaudie, qui a dénoncé l'immunité offerte à Israël et à son premier ministre Benjamin Netanyahu, "immunité" qui "devra être prise en considération" en dépit du mandat d'arrêt

émis contre lui par la Cour pénale internationale, selon la diplomatie française. Une honte pour le gouvernement français, Benjamin Netanyahu doit être arrêté ! Aucun régime de faveur.

Manon Aubry (LFI, Co-présidente du groupe de La Gauche) lui a succédé et a rappelé qu'au Parlement Européen à chaque session plénière « nous demandons un débat, une résolution et comme à chaque fois les amis du génocidaire Benyamin Netanyahu le refuse. Ils sont complices, alors que cela ne pose aucun problème de prendre des sanctions contre le criminel Vladimir Poutine. Ce double standard, ce droit international à géométrie variable, contre lequel vous vous dressez aujourd'hui, est insupportable ! »

Et **Mounir Satouri** (Les Écologistes) en colère et déterminé, a déclaré que les états membres de l'Union Européenne sont tenus de se conformer à la décision de la CPI et d'arrêter Benyamin Netanyahu et Yoav Galant s'ils posent le pied sur le territoire. Il est également grand temps de décider un embargo sur les armes pour Israël, car outre les pauvres Palestiniens massacrés, c'est toute la région du Moyen- Orient qui se trouve déstabilisée par ce conflit.

Ont également fustigé l'attitude de l'UE, Marc Botenga (Parti du Travail de Belgique et groupe de La Gauche au Parlement européen), Lana Sadeq (présidente du Forum Palestine Citoyenneté), Yoav Shemer Kuntz (du collectif juif décolonial et des Juifs Européens pour la Palestine), un membre de la CGT, la représentante de BDS Allemagne et Amal Jado, ambassadrice de la Palestine auprès de l'UE.

Dans son mandat, la CPI considère « *avoir des motifs raisonnables de croire* » que les deux responsables politiques d'extrême droite Benyamin Netanyahou, ainsi que contre son ancien ministre de la Défense, Yoav Gallant portent la responsabilité pénale de « *crimes de guerre consistant à utiliser la famine comme méthode de guerre* », « *crimes contre l'humanité* », et la perpétration d'« *attaques intentionnellement dirigées contre la population civile* ».
Si les Pays-Bas, la Belgique, l'Espagne et l'Irlande ont annoncé qu'ils respecteront la décision de la CPI en lançant des mandats d'arrêt contre les deux hommes politiques s'ils pénètrent sur leurs territoires, d'autres pays, comme la France, doivent le faire aussi !
La France devrait également franchir un cap et reconnaître l'État de Palestine, comme l'a fait notamment l'Espagne. Il est plus que temps pour un pays qui se réclame comme étant celui des droits de l'Homme ! Pas de tous les Hommes apparemment …

SOUTIEN A LA RÉSISTANCE DU PEUPLE PALESTINIEN !
POUR UN CESSEZ-LE-FEU IMMEDIAT !

CL

Organisations signataires de l'appel

France :
Amis de Sabeel France (ADSF)
Alternative Communiste
APPEL Égalité
Association France Palestine Solidarité (AFPS) avec AFPS Alsace
Association des universitaires pour le respect du droit international en Palestine (AURDIP
Association des travailleurs maghrébins de France (ATMF)
Attac Strasbourg
Campagne BDS France
Confédération générale du travail (CGT) avec CGT Haut Rhin
Cimade Grand Est
Collectif Freedom for Palestine de Belfort
Collectif Judéo-arabe et citoyen pour la Palestine Strasbourg (CJACP)
Collectif Palestine 68
Collectif Strasbourg Palestine
Comité de Vigilance pour une Paix Réelle au Proche-Orient (CVPRPO)
Fédération syndicale unitaire (FSU)
Fédération des Tunisiens pour une Citoyenneté des deux Rives (FTCR)
Forum Palestine Citoyenneté
Gauche écosocialiste
Jeunes communistes de France 67
La Courneuve Palestine
La France Insoumise (LFI) avec LFI 68 et LFI 67
Les écologistes
Ligue des droits de l'Homme (LDH)
Mvt contre le Racisme et pour l'Amitié entre les Peuples (MRAP) avec MRAP Strasbourg
NPA l'Anticapitaliste 67
Parti communiste français (PCF)
PEPS Pour une Ecologie Populaire et Sociale
Union syndicale Solidaires
Tsedek
Union juive française pour la paix (UJFP)
Association des Anciens Appelés en Algérie et leurs Ami.e.s Contre la Guerre (4ACG)

Europe
Association belgo-palestinienne (ABP) - Belgique
AssoPacePalestina - Italie
BDS Berlin - Allemange
BDS NL - Pays-Bas
Collectif Urgence Palestine Genève - Suisse
Comité pour une Paix Juste au Proche-Orient - Luxembourg
European Coordination of Commitees and Associations for Palestine (ECCP) - Europe
European Jews for Palestine (EJP) - Europe
IPSC / Irish Palestinian Solidarity Campaign - Irlande